

## **CONTRIBUTION DE L'UNION DEPARTEMENTALE CGT DE SEINE MARITIME, DANS LE CADRE DU PROJET DU TERMINAL METHANIER D'ANTIFER.**

A la lecture du dossier du maître d'ouvrage concernant le projet du terminal méthanier d'Antifer, les enjeux pour les opérateurs apparaissent moins industriels qu'un moyen de s'imposer et de s'accaparer un marché à fort retour sur investissements.

La déréglementation permet donc, aujourd'hui, d'installer des terminaux méthaniers en lieu et place de GDF, contraignant GRTgaz (transports gaz) à assurer le raccordement même si ce n'est pas l'optimum économique et industriel.

Alors que les prévisions jusqu'en 2016, les consommations de gaz en France ne devraient pas dépasser 65 Milliards de M3, les importations de gaz possibles en France se monteraient à 125 Milliards de M3.

Ce gaz ne sera donc pas pour la France mais permettra de faire fonctionner le « marché ».

D'autre part et uniquement pour transiter tout ce gaz jusqu'aux frontières, GRTgaz prévoit d'investir entre 1,5 et 3,4 Milliards d'€ sur 10 ans.

Ces quantités de gaz en France, bien supérieures aux besoins des français, entraînera mécaniquement, du fait des investissements importants (3.4 Milliards d'€ pour le transport et environ 3 Milliards d'€ pour les terminaux méthaniers), une répercussion sur le coût du prix du gaz pour le consommateur final.

Se préparant à la déréglementation, les prix se sont enflammés depuis l'année 2000, les consommateurs particuliers subissant des augmentations de près de 70% durant ce temps et quant aux industriels du fait de la montée des prix ils ont demandé le retour au tarif régulé et qu'ils ont obtenu en partie.

Qu'en sera-t-il demain, avec ces nouveaux investissements, seront ils encore une fois répercutés sur le consommateur ?

Les perspectives de hausses des consommations d'énergie seront revues à la baisse dans les années à venir en particulier grâce à la prise de conscience collective de la nécessité de réduire la consommation d'énergie fossile.

Comme chacun le sait, une des principales possibilités de réduction des rejets de gaz à effet de serre est bien la lutte pour améliorer l'efficacité énergétique des logements,

Nous pensons qu'il faut en tenir compte pour les projets énergétiques. L'énergie la plus propre est celle que l'on ne consomme pas.

De plus, cette surcapacité de gaz, servira les nouveaux électriciens, dont POWEO fait parti, à alimenter, des centrales électriques productrices de gaz à effet de serre, ce qui est incohérent au regard des engagements pris par la France vis-à-vis du protocole de Kyoto.

La surcapacité que va engendrer les terminaux gaziers, donc Antifer, n'est pas seulement pointer du doigt par la CGT, c'est le cas notamment du secrétaire d'Etat aux transports, Dominique Bussereau, qui, début août dernier s'est déclaré

défavorable à la construction de terminal méthanier (voir le journal Les Echos du 28 août dernier).

Selon les études prospectives nous aurions dans les années 2015/2020 environ 30% de gaz en trop en France.

Pourquoi un terminal Méthanier ?

Au moins une raison, même si ce n'est pas la seule.

Parce que pour les opérateurs le transport du gaz par bateau, du fait de l'ouverture des marchés, ils peuvent facilement dérouter leur cargaison de gaz d'un point à un autre de la planète et proposer leur marchandise au plus offrant.

Gaz de Normandie, constitué d'actionnaires POWEO à hauteur de 34%, E.ON Ruhrgas 24,5%, Verbund 24,5% et la CIM pour 17%, a donc déposé un dossier pour la construction d'un port Méthanier à Antifer d'une capacité d'expédition annuelle de 9 Milliards de M3 de gaz naturel.

Ce projet industriel est donc une formidable machine à casser l'opérateur historique et un moyen d'encaisser des bénéfices colossaux.

Le fondateur et PDG de POWEO ne cachant d'ailleurs pas son ambition début octobre lors d'une réunion publique, en expliquant qu'il voulait, je cite : « créer avec POWEO un opérateur de gaz-électricité rentable, pour être face à EDF »  
C'est pour le moins édifiant !

POWEO s'engouffre donc dans la brèche de la déréglementation de GDF et EDF, (entreprises pourtant reconnues pour leur fiabilité et leurs hautes expériences) pour capter les clients éligibles suite à l'ouverture du marché à la concurrence.

Sur la question de l'emploi, du fait de la libéralisation du marché de l'électricité et du gaz, à EDF et GDF, plusieurs milliers de postes ont été supprimés ou seront non remplacés (plus de 10000 emplois à EDF et GDF en quelques années et plusieurs centaines de milliers en Europe). Voilà ce que rapporte la déréglementation !

De façon plus locale, les 60 à 80 emplois promis dans le projet « Antifer », comme si c'était pour faire plaisir, sont à comparer avec les 130 emplois au terminal de Montoir de Bretagne (de Gaz de France) qui pourtant est réputé comme un des plus rentables au monde.

Enfin sans entrer dans le détail des interrogations et expressions des associations ainsi que les prises de positions de certains élus (Députés, élus locaux etc...) il est fréquemment mis en avant les risques de la dangerosité du projet du terminal quant à la proximité des habitations et du terminal pétrolier classé SEVESO, il nous semble que ce sont des critères à prendre en compte pour la réflexion finale.

En fonction des éléments brièvement développés ci-dessus, la CGT émet les plus grandes réserves sur ce projet, au volet social rabougri comparé aux profits attendus de l'exploitation de ce site, d'autant que celui-ci est inutile au regard des besoins de notre population pour les 20 ans à venir.